



Conseil national  
de l'information statistique

---

**Réunion de la commission  
« Démographie et questions sociales » du 31 mai 2017  
SYNTHÈSE**

---

La commission « Démographie et questions sociales » du 31 mai 2017 s'est tenue sous la présidence de Dominique Libault.

La commission a débuté par l'examen des **projets d'enquêtes soumis à un avis d'opportunité**.

Une première demande du Syndicat des transports d'Île-de-France (STIF) a obtenu un avis favorable pour la réalisation de l'enquête globale transports en Île-de-France 2018-2022.

Deux autres demandes de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) ont été examinées : d'une part, le renouvellement du module complémentaire de l'enquête relative aux statistiques sur les ressources et les conditions de vie (SRCV) portant sur les privations matérielles et le bien-être (2018). Cette même enquête SRCV prévoit une extension en 2018 dans les départements d'Outre-mer. D'autre part, l'enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages (Camme) sera également reconduite pour les années 2018 à 2022. Ces projets obtiennent chacun un avis favorable.

**Une demande d'accès aux sources administratives dans le cadre de l'article 7bis** de la loi de 1951, a été formulée par le pôle de service de l'action régionale (Psar) Emploi et population de l'Insee afin d'obtenir les données issues de l'enquête administrative auprès des établissements d'hébergement pour personnes âgées (EHPA 2015) de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) du ministère des Affaires sociales et de la Santé. Un avis favorable a été émis.

L'Institut national des études démographiques a ensuite informé la commission de l'avancement du projet d'enquête **Violences et Rapports de genre** (Virage, 2015) suite à la publication des premiers résultats fin 2016 et début 2017. La présentation a d'abord détaillé les objectifs de l'enquête et la méthodologie de collecte mise en œuvre. Virage vise à répondre aux besoins de connaissances sur les violences subies en actualisant et approfondissant les données de la précédente enquête nationale sur les violences faites aux femmes en France (Enveff, 2000) et produire des indicateurs de mesure répondant aux standards internationaux. Une enquête principale multimode a interrogé un échantillon de 27 268 personnes âgées de 20 à 69 ans vivant en ménage ordinaire en France métropolitaine. Des volets complémentaires sur Internet ont été réalisés auprès d'étudiants, de population lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres (LGBT) et de populations victimes de violences ayant recours aux associations d'aide aux victimes. Un groupe d'exploitation pluridisciplinaire et un conseil scientifique travaille, notamment à la production d'un ouvrage collectif à destination des chercheurs, acteurs sociaux et professionnels. Le plan de l'ouvrage a été présenté devant la commission.

Dans un deuxième temps de la réunion, la commission s'est penchée sur le thème central portant sur **les usages du numérique dans les pratiques sociales**. Trois présentations, complémentaires en termes d'approches et de publics couverts, ont éclairé la manière dont la statistique mesure ces usages et leurs caractéristiques.

Une première présentation a porté sur **l'enquête sur les technologies de l'information et de la communication (Tic)** auprès des ménages de l'Insee. Il s'agit d'une enquête européenne dont le questionnaire est renouvelé annuellement. Ce dernier rassemble des questions sur l'équipement et sur les usages. Des résultats ont été présentés sur l'utilisation d'Internet par les seniors. A travers les différentes éditions de l'enquête, il est mis en évidence une utilisation croissante au sein d'une même

génération, mais les types de pratiques restent différenciées selon l'âge. Un deuxième éclairage a été fait sur l'usage des sites administratifs. Environ les trois quarts des utilisateurs d'Internet ont contacté une administration ou un service public pour obtenir des informations, remplir une déclaration de revenus en ligne, télécharger des documents ou en envoyer. Une modélisation souligne des différences d'utilisation selon l'âge, le sexe, la situation professionnelle, le fait de vivre seul en couple et le niveau de diplôme.

Le service statistique du ministère de la Culture a ensuite présenté les problématiques propres au **développement du numérique dans les pratiques culturelles**. Face à l'accroissement des pratiques numériques, le rapport des personnes à la culture se transforme et les secteurs culturels sont fragilisés. Une réflexion est engagée au sein du service statistique afin d'adapter les systèmes d'observation pour mieux mesurer ces évolutions et le développement de nouvelles pratiques. Les enjeux d'avenir c'est de démultiplier les approches afin de mieux appréhender les transformations en œuvre : adapter l'enquête existante sur les pratiques culturelles des Français, développer d'autres dispositifs d'enquêtes spécifiques et compléter par des investigations qualitatives.

Enfin, le **Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie** (Crédoc) a exposé les résultats de son enquête portant sur les usages du numérique dans les relations aux services publics. L'ancienneté de ce dispositif d'enquête permet d'observer les évolutions de l'équipement et des usages depuis les années 1990 et de souligner les inégalités sociales dans la répartition des équipements. Cette enquête permet notamment de mettre en évidence la part de la population mise en difficulté face au développement du numérique dans l'accès aux services publics. Les publics en difficulté repérés par l'enquête évoquent les difficultés d'accès à l'outil, mais aussi des difficultés d'appropriation des usages dans la recherche et le traitement de l'information, ainsi que des inquiétudes concernant la sécurisation des données.

Suite aux débats, **un avis de la commission** a été rendu dans les termes suivants. Le principal système d'information entièrement dédié à la mesure de l'usage des technologies de l'information et de la communication (Tic) est l'enquête annuelle réalisée par l'Insee. Les résultats mettent en évidence un bon équipement des ménages sur les différents supports technologiques ainsi qu'un usage différencié selon les classes d'âges. Pour les seniors notamment, l'usage des Tic, bien que moins élevé que celui des plus jeunes, se situe néanmoins à des niveaux non négligeables et s'accroît au fil des années. L'utilisation d'Internet pour accéder aux services publics est effectif pour une proportion élevée de la population mais une partie en reste toutefois écartée. Une enquête du Centre de recherche pour l'étude et les conditions de vie (Crédoc) éclaire les caractéristiques de ces publics. Par ailleurs, l'enquête sur les pratiques culturelles du service statistique du ministère en charge de la Culture s'adapte pour mesurer les évolutions technologiques et la place croissante du numérique dans les pratiques culturelles (cf. avis d'opportunité attribué à la commission Démographie et questions sociales de décembre 2016). La commission souligne la qualité, la richesse et la complémentarité de ces enquêtes. Elle encourage les efforts entrepris et à venir pour revisiter les concepts d'observation statistique liés à ces pratiques émergentes et innovantes, notamment concernant certains publics. Les nouvelles pratiques doivent être observées tant dans leurs avantages que dans les risques qu'elles peuvent engendrer. Par ailleurs, la commission souhaite que les exploitations par sous-populations soient poursuivies, afin d'affiner les mesures de la fracture numérique et les caractéristiques des publics concernés

La réunion s'est clôturée par un point sur les avis de moyen terme 2014-2018 et la présentation du programme de travail 2017 de la Commission.